Le 02-10-2026

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

par Joël Perichaud Secrétaire national du Pardem aux relations internationales

Le 22 juin 2026, le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, s’est rendu en Lituanie pour

participer au premier grand exercice de la 45e Brigade blindée de la Bundeswehr stationnée dans ce pays. En choisissant le 22 juin 2026, Pistorius aurait -il ignoré la « coïncidence » ? Car, en effet, la date de la visite de Pistorius revêt une importance historique et politique considérable : le 22 juin 1941, 85 ans plus tôt, l'Allemagne nazie envahissait l'Union soviétique. Cet événement marqua le début de la plus grande guerre d'extermination de l'histoire. Trois millions de soldats allemands, 600 000 véhicules motorisés, 3 350 chars, 7 000 pièces d'artillerie et 3 900 avions franchissaient la frontière. L'armée d'invasion avait conçu des plans détaillés d'extermination. Elle était accompagnée de l'Einsatzgruppen, dont la mission était d'assassiner systématiquement les communistes, les partisans, les Juifs, les Roms. N'hésitez pas à lire et à trouver des arguments pour nous convaincre qu'on aurait tort !

Le Generalplan Ost (schéma directeur pour l'Est)

Projet nazi d'aménagement territorial du Lebensraum (espace vital) conquis par l'Allemagne nazie en Europe centrale et orientale, élaboré entre la fin de l'année 1939 et les premiers mois de 1943, il avait pour objectif de redessiner, après la victoire du Reich, la carte de l'Europe et de réorganiser la société européenne selon des critères raciaux.
Dès le départ, la guerre à l'Est fut donc planifiée comme une guerre d'extermination. Elle visait, par la conquête militaire, l'extermination du « judéo-bolchevisme », l'asservissement et la décimation de la population slave et la création d'un Lebensraum allemand. Des villages entiers furent rayés de la carte, des civils fusillés en masse, les Juifs assassinés et entassés dans des fosses, les prisonniers de guerre soviétiques systématiquement éliminés.
Le Kommissarbefehl (ordre des commissaires) signé par le général Alfred Jodl dans le cadre de la préparation de l'opération Barbarossa (Unternehmen Barbarossa : nom de code de l'invasion de l'Union soviétique par le IIIe Reich), ordonnait l'exécution systématique des commissaires politiques de l'Armée rouge et des cadres du Parti communiste soviétique, au fur et à mesure de l'avancée allemande. Le décret Barbarossa (Erlass über die Ausübung der Kriegsgerichtsbarkeit im Gebiet "Barbarossa“ und über besondere Maßnahmen der Truppe) et le décret émis par le maréchal Keitel, chef du haut commandement de la Wehrmacht (Oberkommando der Wehrmacht - OKW) concernait la conduite militaire allemande vis-à-vis des civils et des partisans soviétiques : Les attaques de civils russes contre les Allemands ne relèvent plus de la justice militaire, les suspects doivent être amenés devant un officier qui décide s'ils doivent être exécutés. Le décret précise que si des membres de la Wehrmacht maltraitent des civils russes, la justice militaire ne doit pas intervenir (son action est décrétée « non requise ») et, ordonne aux troupes allemandes de «*se défendre sans pitié contre toute menace de la population civile ennemie* »…

Le bilan fut monstrueux. Au moins 27 millions de citoyens soviétiques ont perdu la vie, dont une écrasante majorité de civils ; 3 millions de prisonniers de guerre soviétiques furent assassinés ou périrent de faim, de froid et des travaux forcés. À lui seul, le siège de Leningrad coûta la vie à des centaines de milliers de civils. À Babi Yar, près de Kiev, des escadrons de la mort allemands abattirent 33 771 juifs (hommes, femmes et enfants) en deux jours. Au cours des mois suivants, des dizaines de milliers d'autres y furent assassinés.

La Lituanie, comme l'Ukraine occidentale, fut un pays où les nazis furent accueillis dans la liesse.

Les nazis et leurs collaborateurs locaux commirent des crimes particulièrement atroces. Un antisémitisme à la fois religieux et politique rongeait la population : les catholiques rendaient les « judéo-bolcheviques » responsables de l'annexion de leur pays à l'URSS en 1940 et les nationalistes considéraient les juifs incompatibles avec la « pureté raciale » à laquelle ils aspiraient. Milices d'extrême droite ou simples badauds massacrèrent 10 000 juifs lors de pogroms festifs où l'on

amena les enfants au spectacle. Ancien maquisard juif, Joseph Melamed témoigne : « *Les Allemands n'étaient pas encore là ; ce sont les Lituaniens qui ont fait le boulot.* » Puis, sous la direction des SS, l'extermination s'industrialisa. Après l'invasion allemande, les juifs de Lituanie furent privés de leurs droits, parqués dans des ghettos et assassinés à une vitesse vertigineuse. À Ponary, près de Vilnius, des unités allemandes et des auxiliaires lituaniens ont fusillé des dizaines de milliers de juifs, de communistes, de prisonniers de guerre soviétiques et d'intellectuels polonais. L'extermination des juifs de Lituanie compte parmi les chapitres les plus horribles de l'Holocauste.

Bis repetita… ou perte sévère de mémoire des dirigeants allemands d'aujourd'hui ?

Le fait que la visite de Pistorius ait lieu 85 ans jour pour jour après le déclenchement de l'invasion allemande de l'Union soviétique est plus qu'une simple provocation. Elle illustre la nature de l'offensive militaire de l'OTAN contre la Russie en Ukraine, qui est de plus en plus soutenue par les pays de l'Union européenne (UE) et, en particulier, par Mertz et Macron.

Environ 2 900 soldats issus de huit pays de l'OTAN s'entraînent, dans le cadre de l'exercice Freedom Shield I, sur un champ de manœuvre près de la ville de de Pabrad?, située à une vingtaine de kilomètres de la frontière du Belarus et de l'enclave russe de Kaliningrad. Environ 800 véhicules, dont des chars de combat allemands Leopard 2A6, multiples pièces d'artillerie et plus de 350 drones sont été déployés dans le cadre de cet exercice de guerre de haute technologie mené sur le flanc oriental de l'OTAN. Au programme : combats avec et contre drones, interaction entre systèmes sans pilote, chars et artillerie, reconnaissance, déploiement rapide et opérations de commandement et de contrôle. La brigade blindée 45 de la Bundeswehr devrait être totalement opérationnelle fin 2027, compter 4 800 soldats et 200 civils. Rappelons qu'environ 1 800 membres de la Bundeswehr sont déjà stationnés en permanence en Lituanie et qu'il s'agit du premier stationnement permanent d'une formation de combat allemande à l'étranger depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. À R?dninkai, près de la frontière avec le Belarus, une ville militaire allemande est en cours de construction : casernes, dépôts de munitions, zones logistiques, hangars de maintenance pour chars et autres véhicules de combat, ainsi que des polygones de tir et des installations d'entraînement. Un retour aux sources, en quelque sorte, pour l'armée allemande.

Lors de sa visite, Pistorius a affirmé vouloir constituer la brigade principalement avec des volontaires mais l'inspecteur de l'Armée, le lieutenant-général Christian Freuding, a été plus explicite : « *une armée ne fonctionne pas uniquement grâce au service volontaire, ajoutant que les soldats connaîtraient leur mission au bon moment et au bon endroit… Et nous serons opérationnels d'ici la fin de l'année 2027. Point final.* ».

Des préparatifs pour une guerre contre la Russie

Aucun doute. Le gouvernement allemand ne se prépare pas à une « dissuasion » abstraite, mais à une guerre contre la Russie. La Bundeswehr est déployée sur le front de l'Est, la société est militarisée, la conscription est réintroduite et les soldats seront déployés à la frontière russe.
Le retour des chars allemands à la frontière russe démontre que l'impérialisme allemand et « européen » qui, après 1945, avait clamé : « Plus jamais ça, l'Europe c'est la paix… » a trompé les peuples.
La propagande de l'UE cherche à minimiser, relativiser ou occulter systématiquement les crimes du nazisme et des factions ukrainiennes, lituaniennes, croates etc. Bref, de tous les collaborateurs nazis du IIIe Reich… Tandis que l'Allemagne cherche à redevenir la première puissance militaire de l'UE, conformément à la nouvelle stratégie militaire présentée en avril par Pistorius et l'inspecteur général de la Bundeswehr Carsten Breuer (lire : Allemagne, nouvelle stratégie militaire : une nouvelle guerre

contre la Russie).
L'Operationsplan Deutschland (plan d'opération Allemagne) transforme la République fédérale en plaque tournante logistique pour les opérations de l'OTAN sur le front de l'est. Routes, voies ferrées, ports, aéroports, hôpitaux, entreprises, administrations et main-d'œuvre sont intégrés dans la planification de guerre.
Le déploiement d'une brigade en Lituanie est un élément central de cette stratégie. L'Allemagne est présente sur le front même. La phrase de Friedrich Merz, inscrite sur le mur de l'hôtel de ville de Vilnius, résume le programme : « *La sécurité de la Lituanie est aussi notre sécurité. La protection de Vilnius est la protection de Berlin.* »

Cette avancée vers l'Est est indissociable de l'escalade de la guerre de l'OTAN en Ukraine. Lors de la visite de Zelensky à Berlin en avril dernier, l'Allemagne et l'Ukraine ont signé un « partenariat stratégique » qui favorise la fusion de l'industrie d'armement allemande avec l'appareil de guerre ukrainien. L'Allemagne soutient la production de drones, de systèmes de défense aérienne, de munitions et de systèmes d'armes à longue portée.
Lors de sa visite à Kiev en mai, Pistorius a annoncé que l'Allemagne et l'Ukraine avaient l'intention de développer et de produire conjointement des drones et d'autres systèmes d'armes sans pilote d'une portée pouvant atteindre 1 500 kilomètres. Cela permettrait de mener des attaques contre Moscou et Saint-Pétersbourg, ainsi que contre les centres industriels, les ports, les aérodromes et les centres de commandement situés au cœur même de la Russie.
Prétendre que l'intention est de défendre l'Ukraine ou les pays de l'UE contre une agression russe est un mensonge. C'est l'expansion, années après années, de l'OTAN vers l'Est, le coup d'État de 2014 à Kiev soutenu par Washington et l'UE et, la transformation systématique de l'Ukraine en avant-poste militaire contre la Russie qui a provoqué la guerre.
Depuis l'opération russe en février 2022, les puissances de l'OTAN n'ont cessé d'aggraver le conflit. Elles fournissent des armes, forment des soldats ukrainiens, fournissent des données de reconnaissance et aident à désigner des objectifs, coordonnent la logistique et permettent des attaques en profondeur sur le territoire russe.

L'UE complice jubile

Ce faisant, l'UE collabore avec un régime à Kiev qui s'appuie ouvertement sur des forces fascistes et réhabilite les collaborateurs nazis ukrainiens de la Deuxième Guerre mondiale. La vénération de Stepan Bandera, d'Andriy Melnyk et de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN) n'est pas un phénomène marginal, mais est partie intégrante de l'idéologie officielle de l'État ukrainien. Ces forces ont collaboré avec les nazis pendant la guerre et participé à des pogroms antisémites, des nettoyages ethniques et à des meurtres de masse. Aujourd'hui, les dirigeants de ces organisations sont honorés en tant que « héros nationaux », tandis que les pays membres de l'UE prétendent défendre la « démocratie » et la « liberté ». (Lire ↓L'Ukraine va établir un « panthéon de héros nationaux » nazis)

La propagande actuelle de l'UE présente une sinistre continuité historique

Hitler, lui non plus, n'avait pas justifié l'invasion de l'Union soviétique par la conquête, le pillage et l'extermination. Dans sa proclamation du 22 juin 1941, il affirmait que l'Allemagne avait toujours voulu la paix, mais qu'elle avait été contrainte d'agir en raison de la menace venant de Moscou. La soumission de la moitié de l'Europe a été présentée comme une mesure de protection, l'agression militaire comme une défense et la guerre d'agression comme une frappe préventive. Pour justifier l'opération Barbarossa, le communiqué du Haut Commandement de la Wehrmacht déclarait : « *Pour parer au danger imminent venant de l'Est, la Wehrmacht allemande a frappé le 22 juin* (1941), *à 3 h*

du matin, au cœur de l'énorme déploiement des forces ennemies. »

En Lituanie aussi, la réécriture de l'histoire sert la volonté guerrière contre la Russie.

Sur le site de la Bundeswehr à R?dninkai, l'extension de la zone militaire menace de disparition un lieu de mémoire dédié aux partisans juifs : une infrastructure militaire est en cours de construction pour accueillir les chars allemands et préparer la prochaine guerre contre la Russie.
Selon un reportage du magazine Der Spiegel, le ministère lituanien de la Culture, responsable en la matière, ne considère pas l'ancien camp de partisans comme digne d'être protégé. Selon lui, en tant que structure de propagande, le site historique tombe sous le coup de l'interdiction lituanienne de «*promotion des régimes totalitaires et autoritaires et de leur idéologie* » et «*pourrait potentiellement être retiré du patrimoine public* ».
Les autorités lituaniennes condamnent ainsi la mémoire des partisans juifs parce qu'ils ont combattu aux côtés des forces soviétiques contre l'Allemagne nazie. Selon un porte-parole cité par Der Spiegel : «*Leurs activités sont considérées comme hostiles à la population locale et à l'État lituanien* ». Et ceux qui luttent aujourd'hui contre la guerre, le fascisme et le militarisme sont insultés et criminalisés dans tous les pays de l'UE.

Oh bien sûr ! l'UE, les gouvernements Merz et Macron ne sont pas comparables au régime nazi. Mais les forces et les causes qui poussent une nouvelle fois les classes dirigeantes à la guerre et la mort de la démocratie sont les mêmes que dans les années 1930 : les appétits impérialistes néolibéraux, la lutte pour les matières premières, les marchés, les sphères d'influence et le pouvoir géopolitique. Comme lors de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale, le contrôle de l'Europe de l'Est et de l'Ukraine joue un rôle central. L'impérialisme allemand, pour sa part, tente à nouveau d'organiser l'Europe sous sa direction et de repousser militairement la Russie afin d'accéder au continent eurasien.

Alors, si l'on veut la paix est-il réaliste de rester dans l'l'Union européenne ?

Seule, la mobilisation des peuples des pays de l'UE peut empêcher l'éclatement d'une troisième guerre mondiale dévastatrice. Les peuples d'Allemagne, de Russie, d'Ukraine, de France, d'Espagne, d'Italie et du reste du continent européen n'ont aucun intérêt à se faire massacrer pour les profits des multinationales et les intérêts de leurs classes dirigeantes.
La réponse à la guerre, au réarmement et à la non-démocratie réside dans la construction d'un ample mouvement en faveur de la paix.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire